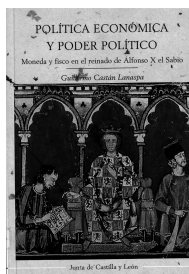




Política económica y poder político. Moneda y fisco en el reinado de Alfonso X el Sabio



Guillermo CASTÁN LANASPA, *Política económica y poder político. Moneda y fisco en el reinado de Alfonso X el Sabio*, Junta de Castilla y León, Consejería de Educación y Cultura, 2000, 234 pp. (ISBN : 84-746-95-765).

Cet ouvrage, dont José Maria Mínguez souligne les mérites (p. 9-11), comprend trois parties. Elles sont précédées d'une introduction (p. 12-18) et suivies d'un épilogue (p. 223-225). Chaque partie s'ouvre sur la problématique des questions dont elle traite. Les deux premières sont consacrées aux mesures monétaires d'Alphonse X, l'une à leur analyse (p. 21-76), l'autre à leur interprétation (p. 79-114). La dernière partie traite des mesures fiscales (p. 117-219). Une bibliographie clôt le volume (p. 227-231). Les sources utilisées n'y sont pas distinguées des travaux consultés. Ceux de Georges Duby ne sont pas cités et Marc Bloch ne l'est que pour un seul article.

La présentation des faits n'a pas été aussi rigoureusement séparée de leur interprétation que le laisse entendre la table des matières. Aussi éprouve-t-on

quelque difficulté à suivre, dans ses méandres, le cours d'un exposé où les redites et les retours en arrière ne sont pas rares. Les renvois à des notes trop longues, dont le contenu aurait pu être incorporé au texte, obligent le lecteur à une gymnastique oculaire un peu fatigante. L'absence d'index est aussi regrettable.

On aurait tort cependant de se laisser rebuter par des défauts ou des imperfections dus, sans doute, à une mise en forme trop rapide, et d'abandonner trop vite la lecture d'un ouvrage qui contraint souvent à envisager sous un jour nouveau la politique monétaire, fiscale et économique d'Alphonse X. Des points de vue et des interprétations de Guillermo Castán prêtent à discussion. Je me bornerai dans ce compte rendu à présenter rapidement les fondements méthodologiques de son enquête et les résultats de celle-ci.

Les fondements méthodologiques.

Guillermo Castán, a appliqué à la société castillane de la seconde moitié du XIII^e siècle, les outils d'analyse forgés par le sociologue français Pierre Bourdieu, récemment disparu. Ce sont les notions de « violence symbolique » et de « distinction ». Il faut entendre par la première, l'ensemble des moyens par lesquels les « dominants », dans les sociétés contemporaines, légitiment, maintiennent et renforcent leur hégémonie sur les « dominés ». C'est, pour G. C. l'idéologie des trois ordres qui, au Moyen Âge, a été l'instrument de légitimation de cette violence. L'hégémonie des dominants se manifeste par des signes matériels et aussi symboliques qui leur sont propres et par quoi ils se *distinguent* des dominés, tels que, au Moyen Âge, le luxe du vêtement, l'exemption fiscale. L'individu de cette époque n'était pas *l'homo œconomicus* des théoriciens de l'ère capitaliste. Il ne recherchait pas le gain pour le gain. Ou, du moins, le lucre n'était pas pour lui une fin en soi, mais seulement un moyen, parmi d'autres comme la faveur royale, de conserver ou d'acquérir une position éminente dans l'ordre social et les « signes » de la « distinction » qu'elle impliquait.

Les résultats de l'enquête.

Pour l'A., il y a un lien étroit entre les mesures monétaires, fiscales et économiques d'Alphonse X. Les premières ont été subordonnées aux deuxièmes et aux troisièmes. Elles ont servi un dessein politique concerté : le renforcement du pouvoir royal. Le souverain, comme ses contemporains, avait une connaissance empirique des mécanismes monétaires et savait que, soulagement dans l'immédiat, les dévaluations de la monnaie entraînaient à la longue une diminution des rentrées fiscales. Il a donc voulu une monnaie de billon stable et forte, ou relativement forte, et, aussi abondante, afin de favoriser les échanges intérieurs dont elle était l'instrument. Il n'ignorait pas que seul l'enrichissement du royaume permettait d'augmenter la pression fiscale sans la rendre insupportable, d'où les mesures destinées à le favoriser.

Pendant le règne d'Alphonse X, la Castille n'a pas subi les effets d'une crise générale, comme on le croit. Preuve en sont l'essor des exportations de laine et du commerce, les forts prélèvements exigés des juifs et de certains *concejos*. Etant donné que l'immense majorité de la population vivait du travail de la terre, seule l'augmentation de la production agricole a rendu possible l'augmentation des impositions, non point grâce à l'élargissement des espaces cultivés (échec des repeuplements d'Andalousie et de Murcie), mais à celui des rendements.

L'explication de l'hostilité des aristocraties aux mesures monétaires et fiscales d'Alphonse X et du soutien qu'elles ont longtemps reçu de la part des élites urbaines n'est pas à chercher dans la volonté du souverain de favoriser la « bourgeoisie » à leur détriment. En tant que groupe social conscient de son existence, la bourgeoisie était inexistante en Castille. Mais le souverain a compris que l'enrichissement des commerçants et des artisans, soumis à l'impôt, était le meilleur moyen de procurer des ressources accrues au fisc royal. Le soutien des *concejos*, dont ils contrôlaient le gouvernement, a cessé lorsqu'ils ont estimé que le poids de la fiscalité était devenu excessif. D'où leur alliance conjoncturelle avec la noblesse contre le souverain.

La noblesse, quant à elle, n'a pas accepté une politique monétaire dont l'objectif était de renforcer la monnaie de billon et de freiner la hausse de l'or.

Les ressources que lui procuraient les redevances de ses dépendants, acquittées dans cette monnaie ou en nature, ne constituaient qu'une faible part de ses revenus. Mais le renforcement du billon impliquait une baisse de valeur du métal jaune, et c'était grâce à l'or fourni par le butin conquis sur les musulmans ou reçu du roi en rémunération de ses services qu'elle payait les produits de luxe importés, signes extérieurs de sa « distinction ».

La politique fiscale d'Alphonse X a visé à faire du monarque, sinon l'unique, du moins le principal receveur et le re-distributeur principal, sous la forme de largesses et de rémunérations de services, du produit de la « rente féodale », rôle jusque là partagé entre lui et la noblesse. Celle-ci a considéré que les initiatives (lu souverain en la matière remettaient en cause sa prééminence. Elle considérait le roi comme l'un des siens, le premier en dignité seulement. Or, devenu l'unique détenteur légitime du droit à lever des impôts ou à exempter de leur paiement, le souverain n'était plus un *primus inter pares*, mais un *princeps*. Il se situait au sommet de la hiérarchie sociale et nul ne pouvait exercer une quelconque autorité sans sa délégation.

C'est le rôle politique de la noblesse qui était menacé, et non sa prééminence sociale et ses intérêts matériels. L'accaparement par le roi du produit de la « rente féodale » a servi, sans doute, à renforcer l'appareil de l'Etat et ses moyens de coercition. Mais la classe dominante a bénéficié de la large redistribution par le souverain à ses membres de ce produit, et donc de revenus stables, au moment où les profits tirés de la guerre contre les musulmans étaient devenus aléatoires, le prix à payer étant la soumission et la fidélité.

Jean Gautier Dalché
Bergerac